

BRIIS-SOUS-FORGES / JANVRY *Contre le projet d'agrandissement du parking de l'A10*

Les riverains montent au créneau

Un collectif de riverains, habitant le hameau de Mulleron, a décidé de créer une association pour empêcher que le projet d'agrandissement du parking de l'A10 ne se concrétise. Un combat difficile pour lequel ils sont prêts à aller jusqu'au bout afin de conserver leur cadre de vie.

Il fallait s'y attendre. Les habitants de Briis-sous-Forges et de Janvry n'ont pas tardé à réagir au projet de Cofiroute (Compagnie financière et industrielle des autoroutes du Grand Ouest), d'agrandir le parking de l'aire d'autoroute Janvry-Limours située sur l'A10 afin d'accueillir six cents camions. Après avoir pris connaissance de cet inquiétant projet à la fin de l'année dernière, les riverains du hameau de Mulleron, où vivent une cinquantaine de familles, ont décidé de prendre le taureau par les cornes. Quelques voisins se réunissent ainsi mi-janvier. « Nous n'étions que huit mais tous intimement convaincus qu'il fallait faire quelque chose au plus vite », raconte Stéphane Schorp. Ce dernier habite le hameau depuis 1992 avec sa compagne, Sophie, et ses deux petits garçons. Il n'a pas du tout envie de voir s'implanter un parking pour poids lourds à cinq cents mètres de chez lui comme plusieurs de ses voisins.

A l'issue d'une réunion publique, le 5 février dernier, ils décident de créer une association pour empêcher l'aboutissement de ce projet. Six jours plus tard, plusieurs dizaines d'habitants des communes de Briis-sous-Forges, de Janvry, de Fontenay-les-Briis et des hameaux de Chante-Coq et Mulleron ainsi que quelques élus se retrouvent au cours d'une seconde assemblée pour mener un front commun. Depuis, les communes de la communauté du Pays de Limours ont voté une motion contre le projet. « Les élus des communes voisines sont conscients du danger qui peut menacer leur



Stéphane Schorp et Mouna Mathari, deux des membres actifs de l'association.

environnement, estime Stéphane Schorp. Cela fait plaisir de voir que l'on peut compter sur toutes les communes du secteur. On n'est pas isolé ». Si les élus ont fait remonter le dossier jusqu'au Premier Ministre, les riverains ont décidé, de leur côté, de créer leur association. Son nom, SERA (Sauvegarde de l'environnement des riverains de l'autoroute). Sa mission : protéger l'environnement et le cadre de vie pour les générations futures.

« TOUT LE MONDE EST CONCERNÉ »

Alors que les statuts de l'association n'ont pas encore été publiés au Journal Officiel, les membres actifs de l'association ont déjà planché sur leur sujet. « Nous avons défini les objectifs d'information à la population. Nous espérons rallier des personnes de tous horizons qui pourront nous aider dans notre action de par leurs connaissances techniques ou juridiques, lance Mouna Mathari, un des piliers

de l'association. Une soixantaine de personnes se sont déjà mobilisées. Nous réfléchissons actuellement aux modes d'action que nous allons mettre en place pour montrer que ce projet est inacceptable ». Recensement du nombre de poids lourds et mesure du taux de pollution sont au programme. « Il n'y a pas que les riverains de l'autoroute qui sont concernés. Tout le monde l'est, d'autant que ce projet peut en cacher d'autres. On parle en effet d'un pont pour relier les deux aires d'autoroute. Et pourquoi pas une plate-forme logistique ?, s'interroge Stéphane Schorp. De toute façon, on fera tout ce qui est en notre pouvoir pour que cela ne se fasse pas ici. On subit déjà suffisamment de nuisances (TGV, avions, autoroute). On n'en veut pas d'autres ».

Aymeric Fourel

• Contact de l'association : Stéphane Schorp au 01.64.90.71.15.

BRÉTIGNY-SUR-ORGE*La rue Félicien-Révol victime du nouveau plan de circulation*

Mille voitures en deux heures

Si le nouveau plan de circulation répond à certains problèmes, il se révèle catastrophique à d'autres niveaux. Notamment, rue Révol, où les Brétignolais se mobilisent.

Les riverains de la rue Félicien Révol sont en colère. Depuis le changement du plan de circulation, le 6 janvier dernier, le trafic dans cette petite rue, large de 3m50 et ponctuée de chicanes, jusqu'alors paisible, est devenu infernal. Les carrefours sont saturés aux heures de pointe. Les habitants se plaignent des nuisances engendrées par ce trafic. C'est à la suite de ces constatations que Serge Piulo et Rémi Heuzé, domiciliés rue Révol, ont décidé de réagir. « Nous demandons la remise en double sens de la rue Danaux qui mesure 5m20 de large, ainsi que la réouverture de la rue Jacques-Denis vers le centre-ville », s'exclament les deux hommes. Depuis le 9 janvier, ils ont manifesté leur mécontentement auprès du maire Bernard Decaux (qui les a reçus pour discuter du problème), de la députée maire Geneviève Colot, ainsi qu'auprès des riverains des rues avoisinantes et des automobilistes. Décidés à démontrer « l'incohérence du nouveau plan dans la partie Est de la ville », ils ont compté, les 10 et 12 février, plus de 1400 véhicules de 7h à 9h et de 16h à 19h. Ils ont distribué des tracts et ont rassemblé près de 400 signatures. « Nous ne parlons pas seulement pour nos intérêts.



Serge Piulo (à gauche) et Rémi Heuzé, les deux meneurs des « riverains en colère ».

D'ailleurs, nous ne demandons pas un retour à l'ancien plan, nous souhaitons juste partager le flot de circulation ».

Si le problème de circulation est important, la sécurité des riverains est également mise en jeu. Les bus et les poids lourds sont obligés de monter sur les trottoirs. Quand la rue est dégagée, les voitures roulent à vive allure et aux heures d'affluence, les motos empruntent les trottoirs. Selon R. Heuzé, « une des habitantes de Félicien Révol m'a dit qu'elle avait peur d'envoyer ses enfants à l'école au bout de la rue. » Le manque de communication est à l'origine de ces diffi-

cultés. « L'ancien représentant du quartier Langevin Wallon n'a jamais organisé de concertation sur ce thème. Il a d'ailleurs démissionné. C'est son suppléant, M. Peltier, qui nous représente. Nous avons pu discuter avec lui et il était présent lors du comptage », souligne R. Heuzé. Afin de tenir informés les Brétignolais de la réunion entre la municipalité, les services techniques et la société d'étude Isis, les riverains et M. Peltier organisent une réunion publique le 11 mars prochain.

Bérengrère Gouttefarde

• Réunion publique le 11 mars, à 20h30, salle Robert-Barrant.